

## Les Japonaises unies contre les mensonges d'Etat

Philippe Pons et Philippe Mesmer

**Elles sont en première ligne. Actives au sein d'associations et d'ONG oeuvrant pour la prise en charge des personnes âgées, pour l'éducation, pour la défense de l'environnement ou pour la sécurité alimentaire, les Japonaises animent une solidarité locale exprimée lors de la plus grande manifestation antinucléaire, le 19 septembre à Tokyo.**

La majorité des participants était des femmes. Un millier d'entre elles, venues de Fukushima, manifestaient à nouveau le 29 octobre dans les rues de Tokyo pour demander des mesures de protection de leurs enfants, protester contre la collusion de l'administration et des intérêts privés pour minimiser un danger mal évalué, et rappeler les valeurs que l'Etat est censé défendre, à commencer par la protection de la population.

La diffusion de cartes des dépôts de matières radioactives, d'inquiétantes mesures de radiation réalisées plus ou moins officiellement, des informations comme la leucémie aiguë contractée par Norikazu Otsuka, présentateur de la télé qui consommait en direct des produits de la préfecture de Fukushima, alimentent la méfiance des mères japonaises qui n'ont souvent qu'un seul désir : déménager.

*"Je n'ai aucune confiance dans ce que dit le gouvernement, confie Kozue Nogami, dont la petite fille est à l'école primaire à Tokyo. Ni dans les médias qui ne font que reprendre le discours officiel."* Ce qui les retient : l'emploi du mari, le prêt pour la maison familiale. Contraintes de se débrouiller, ces mères créent des blogs pour échanger les informations ou font leurs courses sur Internet, où elles trouvent des produits venant de l'ouest du Japon, présumés plus sûrs. M<sup>me</sup> Nogami, dont le budget alimentaire a augmenté de 15 000 yens (145 euros) par mois, oblige sa fille à apporter une gourde d'eau à l'école. Elle aimerait que cette dernière puisse aussi apporter son bento (plateau-repas) pour ne pas avoir à manger à la cantine, mais le proviseur n'y est pas favorable.

Ces gestes simples se heurtent souvent au mur des conventions sociales japonaises, très normatives. Le ministère de l'éducation véhicule l'idée que rien ne prouve l'impact direct des radiations sur la santé. *"Tout va bien, ne vous inquiétez pas"* est le discours martelé par les autorités et les médias, que les mères ne veulent pas entendre.

Leur mobilisation leur a permis d'obtenir des concessions, comme l'indication de l'origine des aliments - dont la plupart viennent de l'Est et du Nord - et des mesures de radiation dans les écoles.

Chez celles, majoritaires, qui suivent le discours officiel, il suffit de peu pour faire surgir la crainte. *"Nous n'avons aucune info, dit une résidente de l'arrondissement de Nakano, proche de celui de Setagaya où de hauts niveaux de radiation ont été relevés. Mes fils mangent à l'école mais je suis inquiète."*

Les initiatives des mères tokyoïtes prennent une autre dimension chez celles de la préfecture de Fukushima. Là, plusieurs font état de symptômes inquiétants chez les enfants : saignements de nez, diarrhées, inflammation de la thyroïde. Ecologiste pratiquant l'agriculture biologique à Kawamata, à 35 km de la centrale accidentée, Sachiko Sato, mère de quatre enfants et activiste du Réseau pour sauver les enfants des radiations, souligne le *"fossé entre ceux qui ont quitté la région et ceux qui sont restés"*. Ce qui est son cas : elle a envoyé ses enfants dans une autre ville, mais n'a pas quitté sa maison. *"La région de Fukushima est un champ de bataille entre ceux qui ont la folie de penser qu'ils peuvent dominer la nature et ceux qui la chérissent"*, dit-elle.

M<sup>me</sup> Sato juge insuffisantes les mesures de surveillance périodique des enfants par une échographie de la thyroïde. Comme beaucoup de Japonais, elle accuse l'Etat d'utiliser les 2 millions d'habitants du département de Fukushima comme cobayes pour collecter des données, tout en affirmant qu'il n'y a pas de danger. Les dosimètres donnés aux enfants ne sont pas nominatifs. Les données rassemblées servent à établir des taux moyens pour la région.

Les victimes de la catastrophe nucléaire se sentent dans la position de celles des victimes des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki en 1945, avance M<sup>me</sup> Mari Takenouchi, membre de l'Association des atomisés, qui rassemble des victimes du nucléaire depuis Hiroshima jusqu'à Fukushima.

Jusqu'au traité de San Francisco de 1952 qui rendit sa souveraineté au Japon et *"conformément aux ordres du général MacArthur, commandant des forces d'occupation"*, le sort des atomisés *"est resté un secret militaire"* et *"il était interdit aux médecins japonais de les examiner"*, rappelle le docteur Shuntaro Hida, 94 ans, qui était médecin à l'hôpital militaire d'Hiroshima et a miraculeusement survécu. *"A la suite de l'accident de Fukushima, ajoute-t-il, des centaines de parents sont venus me consulter, alarmés par les saignements de nez ou les gonflements de la thyroïde de leurs enfants. Je ne savais quoi leur dire."*

Au-delà du politique, les demandes des Japonaises portent le débat sur le terrain émotionnel plus fondamental du droit à la vie, analyse l'anthropologue David Slater de l'université Sophia à Tokyo. C'est sur ce terrain que se plaçait déjà Michiko Ishimure, institutrice à Minamata, victime dans les années 1950-1960 d'une intoxication au mercure déversé dans la mer, qui fit des milliers de morts et d'enfants handicapés. Par ses livres mêlant romanesque, poésie et journal intime, elle contribua à une lente prise de conscience de cette dramatique pollution industrielle. *"A Minamata se sont heurtés deux mondes : celui de pêcheurs qui vivaient en symbiose avec la nature et un autre pour lequel la nature n'était qu'un objet à asservir"*, disait-elle.

Un demi-siècle plus tard, avec l'image du *"champ de bataille"* qu'est devenue la belle région de Fukushima (probablement rayée de la carte pour des décennies), Sachiko Sato fait le même triste constat. Aucune leçon n'a été tirée d'un drame révélateur des risques que la course à la rentabilité faisait courir à une population.